

cafedepedagogique.net

Vacances scolaires : entre diversion et idées fausses

Café pédagogique

5-7 minutes

Vacances scolaires : entre diversion et idées fausses



Après la fin de vie, le climat, le président Emmanuel Macron a annoncé vendredi 2 mai 2025 la tenue d'une troisième convention citoyenne sur les « temps de l'enfant » pour juin 2025 sur les vacances et horaires. Cette annonce apparaît en décalage avec les besoins de l'École, ceux des personnels comme des élèves, « hors sujet », diversion selon les syndicats.

Scandales et dérives dans le secteur privé, notamment Betharram, libération de la parole sur les violences dans les établissements scolaires, inclusion difficile des élèves, des effectifs chargés, crise d'attractivités des métiers éducatifs, les manques de moyens de l'École sont autant de sujets d'actualité, d'importance et d'urgence.

Temps de l'enfant ou rythmes scolaires : un sujet de débats et de polémiques

C'est « une question très complexe qui nécessitera de dégager de nombreux consensus entre tous ceux qui sont touchés par ce vaste sujet, comme les parents, la communauté éducative y compris périscolaire, les collectivités locales et même les professionnels du tourisme » déclare le président Emmanuel Macron. Il poursuit dans son entretien au Parisien : « Il me paraît nécessaire que l'on travaille à faire en sorte que l'organisation des journées de nos élèves soit plus favorable à leur développement et aux apprentissages, qu'un équilibre soit trouvé aussi pour faciliter la vie des familles ».

L'idée n'est pas nouvelle et les débats à ce sujet sont vifs, comme ceux suscités par la réforme des rythmes scolaires en 2013. Le ministre Peillon (PS) avait alors tenté de mettre en place la réforme de la semaine de quatre jours et demi à l'école en 2013 sous la présidence de François Hollande et fait l'objet de vives critiques. Le sujet délicat est loin d'être consensuel dans un moment où l'École traverse une crise profonde. La FSU- Snuipp souligne que le ministère n'a pas fait de bilan, ni de suivi de cette réforme révisée en 2017, premier mandat du président Macron. Pour la FSU-Snuipp, « *mettre en avant la réduction*

des vacances d'été va forcément conduire à relancer un prof bashing qui ne peut que conduire à fracturer encore plus la communauté éducative ».

Les vacances d'été et les idées fausses

En février, le président avait déjà annoncé la couleur en déclarant « *la France a des vacances plus longues que dans beaucoup de pays* ».

[Les élèves français ne bénéficient pas des vacances d'été les plus longues](#). Avec environ 8 semaines de congé, la France se situe dans la moyenne basse des pays européens. À titre de comparaison, les vacances d'été durent plus de 12 semaines en Turquie, 14 semaines en Grèce et en Italie, 10 semaines en Hongrie et en Pologne, 11 à 12 semaines en Espagne, ou encore 9 semaines en Finlande et en Autriche. Affirmer que les vacances d'été sont particulièrement longues en France est donc une idée fausse.

Bien que la France se situe dans la moyenne basse européenne pour la durée des vacances d'été, elle se distingue par la longueur de ses vacances intermédiaires. Organisée en quatre périodes de 6 à 7 semaines de cours, son rythme scolaire est comparable à celui d'autres pays, mais la durée systématique de deux semaines pour chaque pause en fait une exception en Europe. Une des raisons est une question économique liée au tourisme, comme le [montre l'histoire du zonage pour les vacances d'hiver et les stations du ski](#), auxquelles ont accès environ 15 % de la population.

Une diversion

« *C'est un hors-sujet de la part du Président de la République sur les questions d'éducation* », déclare **Sophie Vénétitay**, secrétaire générale du **Snes-FSU**.

« *Il fait diversion pour ne pas s'occuper des urgences et masquer l'état de l'école qui s'effondre : on manque de professeurs, on a les classes les plus chargées d'Europe...* »

La secrétaire générale de FSU-SNUIPP Guislaine David abonde dans le même sens et attend « *qu'on arrête de mettre du conflit dans l'école* », rappelant les différents crises et urgences de l'école : « *inégalités scolaires, moyens pour l'inclusion, conditions de travail, attractivité, salaires, nombre d'élèves par classe* ».

Si Grégoire Ensel, vice-président de la FCPE, salue la démarche d'une convention citoyenne, considérant « *que le système éducatif est arrivé à un point de rupture. Il faut absolument repenser l'école dans ses attentes, ses objectifs, et cela doit être un débat de société* », il appelle à une approche globale de la question : « *Repenser les rythmes scolaires, oui, mais aussi traiter d'autres enjeux majeurs : la mixité sociale et scolaire, la prise en charge du handicap, les effectifs dans les classes...* ».

Djéhanne Gani